Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 36 (2020)

Artikel: Douze étapes d'un service œcuménique au monde du travail
Autor: Thévenaz, Jean-Pierre
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-880818

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 01.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

DOUZE ÉTAPES D'UN SERVICE ŒCUMÉNIQUE AU MONDE DU TRAVAIL

JEAN-PIERRE THÉVENAZ

Les travailleuses et travailleurs, organisés ou non en syndicats ou partis, ont à faire face aux exigences de leurs conditions de vie et de travail au moyen de ressources qui varient. Et à côté d'eux, les croyantes et croyants qui les rencontrent peuvent leur proposer d'y faire face avec des ressources de compréhension et d'espoir éveillées par la sensibilité chrétienne, ou parfois directement proposer aux gouvernants de corriger ces conditions de vie et de travail. La sensibilité chrétienne conduit en effet, par ses ressources propres, à développer premièrement une proximité formatrice, une attention éthique, voire un accompagnement, puis une forme ou une autre de soutien à des besoins ou des droits à défendre.

J'aimerais raconter ici en douze étapes les cinquante dernières années d'un tel soutien, offert avec divers acteurs du mouvement œcuménique mondial auquel se rattachent les Églises protestantes historiques (cantonales, suisses et européennes) depuis le début du XXe siècle. J'ai appartenu à des organismes fondés et financés par des représentants mandatés de ces Églises, mais indépendants de leurs hiérarchies locales, et permettant à des pasteurs comme moi d'exercer leurs démarches de soutien par des engagements reconnus.

Les activités menées, tant professionnelles que bénévoles ou militantes, ont surtout visé à renforcer le « pouvoir d'agir » *(empowerment)* des personnes concernées : de là les expressions de « mouvement », de « mission » ou de « diaconie » pour désigner ces services[1]. Il ne s'agit donc pas d'une aumônerie comme dans les hôpitaux, les armées ou les

[1] La recherche en ce domaine se poursuit entre les instituts regroupés par la Société européenne de recherche et d'études en diaconie et en pratique sociale chrétienne (ReDi, voir www.diaconiaresearch.org) qui utilise et développe des outils de développement communautaire.

lieux de formation, même si ce terme ou celui de « pastorale » restent parfois utilisés pour ces services chrétiens au monde du travail. Quelques organismes romands, catholiques et protestants, offrent ce service et organisent ensemble depuis 2010 un Forum œcuménique romand du monde du travail dont il sera question à l'étape 11.

Mais revenons aux sources. Dans les années 1950, la sortie du fascisme et des résistances fit naître de nouvelles organisations économiques, syndicales et politiques. Les Églises n'y sont pas restées insensibles : leur place dans la vie sociale n'était plus évidente ni prédéterminée, et elles ont donc mené de nouvelles réflexions en lien avec ces forces en développement, et en particulier avec le mouvement ouvrier, surtout dans les pays et régions d'Europe où il était fort et reconnu.

1. « Église et Société » : le Mouvement œcuménique

Dans l'entre-deux-guerres, des conférences thématiques œcuméniques ont eu lieu, dont une en 1925 sur « Travail et Vie », incluant les fédérations mondiales des traditions chrétiennes non catholiques (à l'exception des pentecôtistes). Il en est résulté en 1948 le Conseil œcuménique des Églises (ci-après COE[2]), réunissant notamment les luthériens, les presbytériens (réformés de Suisse, par exemple) et les anglicans, puis aussi les orthodoxes, par-delà la coupure Ouest/Est. Son mouvement vers l'unité des Églises passait par un commun service dynamique à l'humanité entière, incluant des programmes de formation, de mission, de doctrine, d'action politique et de promotion sociale. En proposant en 1950 à ses membres, encore essentiellement européens, d'insister sur « Le sens du travail », il reflétait des interventions de ces Églises envers les autorités politiques pour réviser les lois en matière d'emploi, principalement ouvrier ; car devant les revendications syndicales et politiques tendant alors au communisme, une alternative chrétienne ne pouvait ignorer les faits de l'exploitation de la main-d'œuvre.

Ainsi la commission sociale de la Fédération des Églises protestantes de la Suisse (FEPS) fit-elle la critique du salariat et de la situation du prolétariat, qui relevait désormais de la responsabilité publique des Églises et des croyant·e·s[3]. Un même souci visait les populations

---

[2] Le nom de « christianisme pratique » désignait ce champ de travail, qui s'exprimera dans la brochure du COE, *The Meaning of Work*, Genève, septembre 1950.

[3] Brochure de la FEPS, « Le message social de l'Église dans notre économie », Berne, 1950, p. 8 *inter alia*. Le secrétaire de la commission était alors le jeune théologien genevois André Biéler.

migrantes, thème d'une importante conférence œcuménique mondiale en Suisse en 1964, suivie dans plusieurs pays.

Puis c'est une autre conférence mondiale du COE, « Église et Société », qui a conduit en 1966 à prendre en considération les développements scientifiques, techniques et économiques contemporains[4] ; et les Églises suisses y ont été notamment représentées par André Biéler, devenu professeur d'éthique sociale, très critique envers l'idéologie et la pratique de la croissance effrénée avec son célèbre « Développement fou »[5].

2. Le Christianisme social

Dès le début du XXe siècle, divers penseurs protestants avaient ressenti le besoin de réunir un mouvement de pensée, d'autocritique et de sensibilisation qu'ils ont appelé le christianisme social et dans les pays de langue allemande le socialisme religieux[6]. Plusieurs professeurs de théologie de Genève, Lausanne, Paris ou Zurich s'en sont réclamés après la Deuxième Guerre mondiale et y ont contribué : non seulement André Biéler, mais par exemple Arthur Rich, Georges Casalis, Pierre Bonnard et Klauspeter Blaser[7]. Beaucoup de protestant·e·s de ma génération ont été marqués par cet héritage des générations précédentes, en parallèle au développement de mouvements catholiques tels que l'Action catholique ouvrière.

Loin d'être seulement porteurs de débats théoriques, ces mouvements inspiraient des choix pratiques et des lieux d'engagement permettant à

---

[4] Cf. COE, *Conférence Église et Société*, rapport officiel, Genève, 1966.

[5] André Biéler (1914-2006) est l'auteur d'une thèse sur l'économie calviniste en 1959, puis par ex. du *Développement fou* (1973), de *Chrétiens et socialistes avant Marx* (1982) et de *La force cachée des protestants* (1995). J'ai décrit sa pensée et son action en postface à sa thèse rééditée, cf. André Biéler, *La pensée économique et sociale de Calvin*, Genève, Georg, 2008.

[6] Cette association alémanique éditait la revue *Neue Wege* à Zurich, et sa figure marquante d'après-guerre fut Arthur Rich (1910-1992), professeur d'éthique sociale à Zurich, auteur de divers ouvrages et d'une importante *Ethique économique*, Genève, Labor et Fides, 1994, trad. abrégée de *Wirtschaftsethik*, Gütersloh, vol. 1, 1984 et vol. 2, 1990.

[7] Georges Casalis (1917-1987), professeur de théologie pratique à Paris et rédacteur de *Parole et Société*, revue du christianisme social ; Pierre Bonnard (1911-2003), professeur de sciences bibliques à Lausanne et un des fondateurs du Centre protestant d'études ; Klauspeter Blaser (1939-2002), professeur de théologie à Lausanne, dont j'ai témoigné dans le dossier d'hommage, « Au cœur de l'histoire, Klauspeter Blaser », *Le Fait missionnaire*, Lausanne, 2004 ; cf. Klauspeter Blaser, *Le christianisme social : une approche théologique et historique*, Paris, Van Dieren, 2003.

une nouvelle génération d'exercer sa responsabilité sociale et de réduire l'influence des tendances conservatrices encore présentes dans les Églises. Il s'agissait de prêter attention aux conditions de vie et aux exigences matérielles et morales imposées aux milieux populaires par les forces économiques, tant à l'intérieur des pays industrialisés qu'envers les peuples pauvres d'un monde encore très inégalement industrialisé et démocratisé. Les regards se fixaient surtout sur la géopolitique, la décolonisation et la résistance aux impérialismes, mais les acteurs de ces mouvements allaient découvrir de plus en plus clairement le besoin d'une même pratique libératrice dans nos propres pays. Tiers-mondisme et syndicalisme iraient donc de pair, tant pour des catholiques que pour des protestants[8].

3. La rue dans l'église : mai 1968

Faut-il mettre à cette église une majuscule ou une minuscule ? L'Église institutionnelle avec majuscule ne s'est certes pas directement trouvée sous la pression de la rue lorsque les bouillonnements d'étudiants et d'ouvriers ont éclaté en mai 1968. Mais une frange de notre génération de futurs pasteurs ou de futur·e·s militant·e·s chrétien·ne·s, quant à elle, sentait cette pression de la rue entrer dans ses églises et s'y faire entendre[9]. La pratique religieuse pouvait moins ignorer les débats publics et culturels où l'avenir de la société se rêvait ou s'écrivait, alors que les services religieux voyaient baisser leur fréquentation en Europe occidentale. Il s'agissait pour de jeunes théologiens chrétiens comme moi de faire entrer le débat social et culturel dans leur réflexion sur l'expression croyante, dans leur future théologie[10].

Mon travail, à ce moment-là, consistait à traduire en français le récent ouvrage et les articles d'un théologien réformé allemand, Jürgen Moltmann, qui avait repris, par son accent sur l'espérance, une forme de résistance idéologique et de confession publique face au conservatisme

---

[8] On retrouvera ce double engagement chez les théologiens de la libération que présente Martina Schmidt, *Protestantisme historique et libération*, Paris, L'Harmattan, 2007.

[9] Voir *La Rue dans l'Église* (1968) et ma recension en forme de témoignage sur « Ce christianisme politisé qui sème la tempête… », dans la revue romande *Cahiers protestants*, Lausanne, 1969/3, pp. 49-62.

[10] Voir ma première réflexion dans Jean-Pierre Thévenaz, « Théologie et philosophie », *Revue de théologie et de philosophie*, Lausanne, 1969/III, pp. 178-199.

social, religieux et politique[11]. Le propre d'une pensée chrétienne, selon lui, est de se communiquer comme une interpellation qui éveille l'auditeur et réorganise le monde autour de lui : il a donc défendu une « théologie politique ».

4. Les Centres sociaux protestants et l'immigration

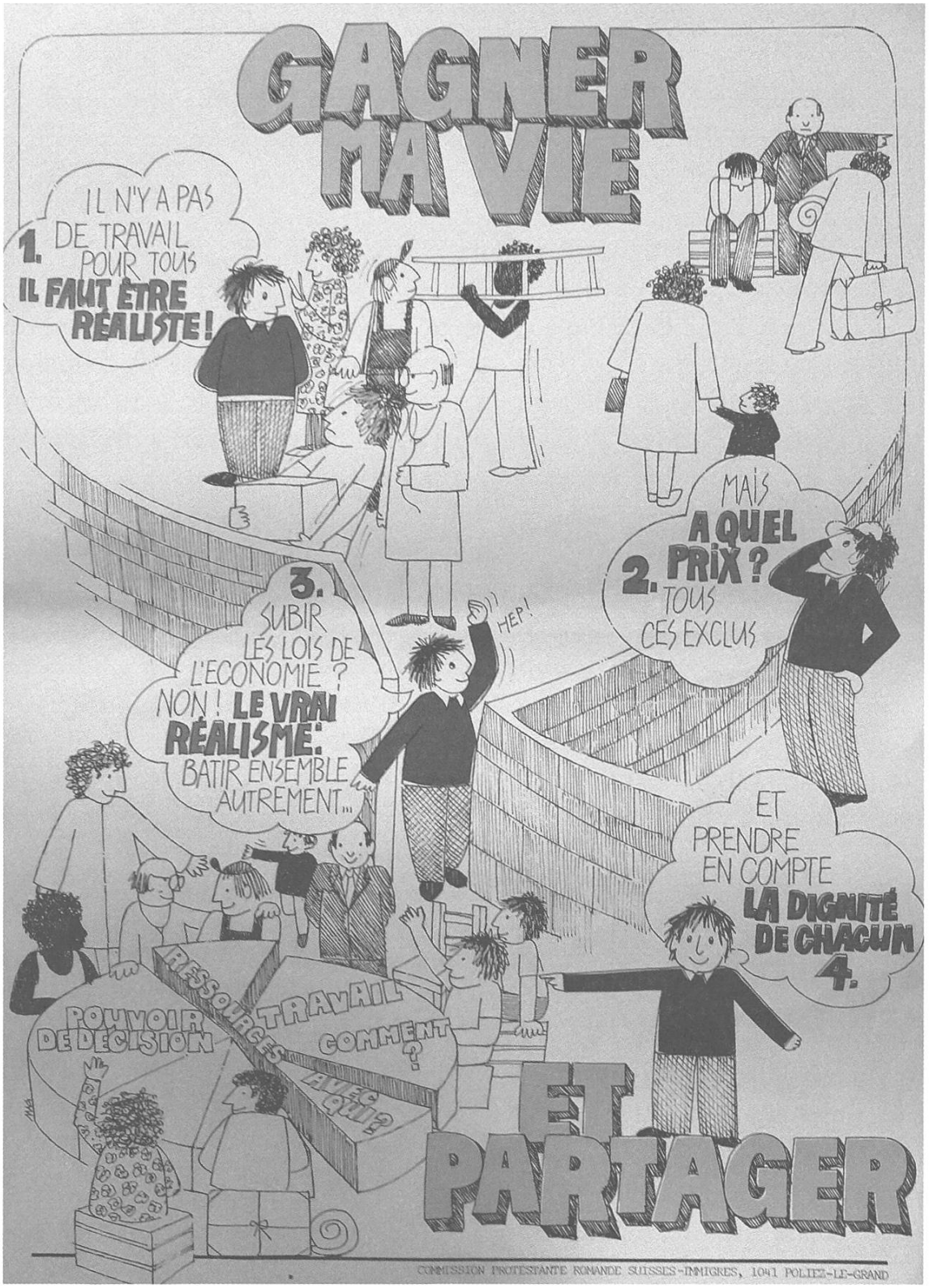
Des paroisses ou Églises attentives aux difficultés sociales sur leur territoire ont choisi dans les années 1950-1960 d'y créer des services sociaux et juridiques confiés à des responsables chrétiens engagés entourés de professionnels : ainsi les Centres sociaux protestants (CSP) romands à Genève, Lausanne, Neuchâtel et Moutier, notamment au service des travailleurs et travailleuses ayant des difficultés pour leurs démarches juridiques ou leur insertion, en particulier les immigré·e·s.

Entre 1965 et 1975, le recours à ces forces de travail immigrées faisait débat en politique suisse avec une série d'initiatives nationalistes contre la soi-disant « surpopulation étrangère ». Pour défendre leurs droits de travail et de séjour, j'ai donc collaboré avec les CSP romands et leur commission spécialisée, bientôt nommée Commission protestante romande Suisses-Immigrés[12]. Le monde ouvrier, par l'immigration, s'était fortement modifié : face à cette mutation, les syndicats n'ont pas pu en assumer toutes les implications juridiques et sociales, et les partis ont peiné à en assumer les implications politiques et relationnelles. La discussion publique sur l'immigration nous a donc beaucoup mobilisés en tant qu'Églises, pour viser un « avenir commun » entre Suisses et immigré·e·s : la FEPS a tenu une journée sur ce thème, dont j'ai partagé l'animation (« Notre avenir commun », 1973), puis elle a défendu avec les évêques les « 7 thèses des Églises » sur l'immigration. Les conditions imposées aux plus mal lotis de ces travailleurs, les saisonniers, indignaient de plus en plus de croyant·e·s, jusque parmi les autorités d'Églises.

---

[11] Parue en 1964, sa *Théologie de l'espérance* incitait à lire le message chrétien comme une force historique. Parmi ses ouvrages suivants : *Le Dieu crucifié* (1972), *Dieu dans la création* (1985). Voir : Jean-Pierre Thévenaz, « Vérité d'espérance ou vérité de connaissance ? Les enjeux théoriques et politiques de la théologie de Jürgen Moltmann », *Études théologiques et religieuses* (Montpellier, 1974/2, pp. 225-247), puis sous le titre « Jürgen Moltmann » avec le pasteur uruguayen de Genève Walter Isnardi dans *Choisir* (Genève, 1979, n° 232, pp. 15-20).

[12] Organe reconnu par la Conférence des Églises romandes et porté alors par les directeurs et assistants sociaux des CSP, la CPRSI reste l'inspiratrice d'actions protestantes pour les immigré·e·s. Dès l'apparition du chômage, elle a créé un outil d'animation en forme d'affichette pour le partage des emplois entre nationaux et immigrés.



Affichette de la Commission protestante romande Suisses-Immigrés.

C'est ainsi autour d'un prêtre catholique, Pascal Mercier, que s'est alors créé à Genève le Comité pour l'abolition du statut de saisonnier, soutenu par les CSP ; et c'est avec la *Katholische Arbeitnehmer-Bewegung*, équivalent alémanique de l'Action catholique ouvrière, que se sont coalisées en 1973 des forces pour la reconnaissance constitutionnelle des droits et de l'intégration des immigré·e·s, sous la forme de l'initiative

populaire fédérale « Être solidaires » *(Mitenand)* dont j'ai négocié la rédaction en 1973-74, puis la défense politique jusqu'au vote de 1981 qui sanctionna son échec[13].

5. Le Ministère protestant dans l'industrie et le monde du travail

Créée en 1953 déjà par le pasteur Gérald Maret à Genève, cette aumônerie visait une formation ouvrière dans des groupes de réflexion sur la vie professionnelle, surtout après avoir changé son nom en 1976 pour devenir le Ministère protestant dans le monde du travail (MPMT), lorsque le patronat protestant de l'industrie genevoise s'impliquait de moins en moins dans les activités proposées. Le durcissement des conditions de travail stimulait la recherche de modèles économiques alternatifs. Des groupes de jeunes travailleurs des écoles professionnelles se sont également formés sous l'impulsion d'un service conjoint, le Ministère auprès des apprentis et jeunes travailleurs.

De 1974 à 1981, j'étais engagé comme pasteur formateur par l'Église protestante de Genève, et une coopération entre ses divers services de formation a été mise sur pied : dans ce cadre, j'ai tenu fermement à maintenir un lien avec les formations ouvrières du MPMT[14]. Les paroisses de Plainpalais-Acacias où j'étais engagé comptaient une population principalement ouvrière : l'approche de cette population nous a paru requérir de plus en plus nettement des moyens autres que ceux des paroisses bourgeoises. Deux pasteurs, Christian Garin et Jean-Pierre Widmer, ont repris un métier laïc pour remplir leur mission sur leurs heures de congé. Les responsables laïcs et pasteurs de ces quartiers envisageaient leur rôle comme une présence proche, une disponibilité sans demande d'engagement, une offre d'animation la paroisse des Acacias a donc demandé en 1979 à recevoir de l'Église ce mandat sans passer par l'élection d'un conseil de paroisse censé représenter les protestants locaux et décider des activités. Mais l'Église protestante n'avait pas encore assez changé pour pouvoir recevoir pareille requête spécifique, et elle n'en a plus eu de semblable.

Pour sa lucidité sur les besoins des milieux ouvriers et sur les pratiques sociales des Églises, une grande reconnaissance est due à mon

---

[13] Les archives de ce mouvement, dont j'ai été vice-président et secrétaire romand, sont au *Sozialarchiv* de Zurich.

[14] Jean-Pierre Thévenaz, « Formation d'adultes », *Cahiers protestants*, Lausanne, 1977.

directeur de thèse Roland Campiche, sociologue de la religion à Lausanne et éthicien romand de l'Institut d'éthique sociale de la FEPS : son suivi des actions et interventions des Églises a structuré la réflexion de responsables engagés comme moi.

6. Crise conjoncturelle et réponses au chômage

Les corrections monétaires mondiales des années 1970, puis les crises pétrolière (1973) et conjoncturelle (1976) ont suscité la réflexion critique sur la solidité de la vie économique. La récession de 1976 a conduit l'économie suisse à ne plus réembaucher une partie des employés saisonniers, donc à exporter son chômage. D'autres pays en revanche furent confrontés à un fort taux de chômage, et les partenaires européens que nous rencontrions se montraient de plus en plus soucieux d'apporter une réponse et de remettre en discussion l'éthique du travail. Finies les Trente Glorieuses ! La Grande-Bretagne avait eu par exemple ses « hivers de mécontentement » auxquels un organe de l'Église anglicane apporta sa réponse[15].

Cette expérience des Églises d'Europe m'a paru mériter une analyse et une présentation réfléchie : c'est le sujet que j'ai donc choisi en 1979 pour une recherche éthique devant mener à ma thèse de doctorat « La parole éthique des Églises européennes face à la crise du travail (1975-1985) »[16]. Commander à toutes ces Églises leurs récentes publications sur le chômage et le travail, c'était recueillir des témoignages d'une grande variété d'actions en cours et de questions en débats : les formes d'aliénation au travail, les pertes d'emplois, les alternatives sociales, les causes de la crise, les responsabilités des paroisses… Cette recherche m'a donné des outils pratiques et théoriques pour défendre aussi en Suisse une autre éthique du travail, plus sensible aux exigences imposées à l'emploi par les nouvelles priorités économiques.

---

[15] Brochure Church of England, Industrial Committee, *Winters of Discontent. Industrial Conflict: A Christian Perspective*, Londres, 1981.

[16] Thèse soutenue en 1999 et imprimée en peu d'exemplaires, accessible seulement sur le site de l'Université de Lausanne serval.unil.ch. La bibliographie renvoie à quelque 300 publications dont la majorité reflétait des actions d'aide ou de formation menées localement en réponse au chômage et à la fragilisation des conditions d'emploi. Voir aussi mes premières contributions : Jean-Pierre Thévenaz, « Die Krise als Befreiung der Arbeit ? », *Reformatio*, Berne, 1984/3, pp. 214-222, et « Les Églises protestantes savent-elles parler du travail et du capital ? », *Autres Temps. Cahiers du christianisme social*, Paris, 1985/6, pp. 57-67.

Les seuls partenaires protestants européens que j'avais connus auparavant étaient le Centre social protestant belge et la Mission populaire évangélique de France, que des pasteurs romands avaient soutenus à distance déjà pendant la guerre : ses quelque douze lieux d'accueil assurent une action sociale à Paris et dans quelques villes et sont soutenus par un comité suisse dont je suis encore président. Ce comité organise volontiers des colloques entre acteurs romands et français pour partager des expériences communes de formation et d'animation dans l'esprit très informel du christianisme social[17].

Ma recherche ayant obtenu des réponses de quasi tous les acteurs d'Églises d'Europe, j'ai eu à intervenir dès 1986 lors de conférences avec eux, pour tenter de formuler ensemble des perspectives critiques et des pratiques cohérentes, d'abord en Europe occidentale[18], puis dans l'Europe élargie en transition après la chute des régimes communistes de l'Est européen. Cette transition n'est d'ailleurs pas allée sans une très forte hausse du chômage dont il a été rendu compte.

7. Une théologie de libération pour l'Europe et le tiers-monde

Le COE a accueilli en 1983 à Genève une assemblée intercontinentale de l'Association œcuménique des théologiens du tiers-monde (EATWOT) en dialogue avec des théologiens européens dont je faisais partie : nous tenions à montrer à cette occasion que, sur notre continent aussi, nous développions un accompagnement théologique des victimes de l'exploitation économique, comme les peuples dominés du Sud étaient soutenus dans leur libération par une parole chrétienne propre, catholique ou protestante. Le travail de théologien·ne·s du Sud abordant la Bible à partir de leur résistance aux impérialismes a inspiré depuis lors, sans distinction confessionnelle, divers projets de formation biblique en Europe et en Suisse.

C'était aussi un héritage des dernières réunions mondiales du COE : une conférence missionnaire « Le salut aujourd'hui » à Bangkok en 1973, puis l'assemblée de 1975[19], ont traduit le salut chrétien en une pratique de « briser les barrières » sur le modèle du Jésus des

---

[17] Notamment entre 2005 et 2015 un colloque à Genève sur les structures économiques et un autre entre Genève et Lausanne sur les lieux d'accueil à bas seuil.

[18] Voir mon exposé et mon rapport de la rencontre de Manchester en 1986 : Jean-Pierre Thévenaz, « L'avenir du travail, entre les mains de qui ? », *Cahiers protestants*, Lausanne, 1987/1, pp. 16-21, et : « Travail, chômage et stratégies d'Églises », *Autres Temps*, Paris, 1987/12, pp. 30-37.

[19] COE, *Briser les barrières*, Rapport de l'Assemblée 1975, Genève, 1976.

Évangiles. Autant l'économie libérale développait ses mécanismes globalisés, autant le mouvement œcuménique renforçait sa proximité avec les populations locales, malgré les voix et pratiques plus conservatrices, pour apporter une parole libératrice et fournir des services adéquats aux problèmes sociaux et relationnels.

8. Le Réseau Travail et Économie et la Mission urbaine et industrielle

Il existait depuis 1964 un Groupe de contact européen (ECG) entre les services protestants d'Europe occidentale dits de « mission urbaine et industrielle », répondant aux besoins professionnels et sociaux des populations. Il a eu ses bureaux à Mayence avec la pasteure Christa Springe et ses amis de la Gossner Mission, puis à Manchester avec le pasteur Tony Addy et ses amis de la William Temple Foundation[20].

Sur l'éthique et les lois du travail et de l'économie, ECG travaillait en contact régulier avec des experts des Églises et leur relais auprès de la Commission européenne, le pasteur et éthicien belge Marc Lenders[21]. Ce sont eux qui m'invitèrent à Manchester et avec qui j'ai pu animer ensuite ce réseau d'échanges éthiques comme délégué de l'Institut d'éthique sociale de la FEPS, en complément de la participation régulière de la Mission industrielle alémanique (surtout de Bâle, Zurich et Berne) aux réunions courantes d'ECG. Notre réseau, après avoir porté le nom *West-European Network on Church and Employment*, a gardé son acronyme WEN pour s'appeler, après l'élargissement à l'Est, *Work and Economy Network in the European Churches*, Réseau Travail et Économie dans les Églises européennes. Membre du réseau, le pasteur Lenders en relayait toujours les points de vue dans le travail du bureau œcuménique de Bruxelles qui, jusqu'en 1999, n'appartenait pas à la Conférence des Églises d'Europe, mais fut déjà soutenu par la FEPS dès 1982[22].

---

[20] Il serait utile de mener une recherche sur les archives des bureaux successifs d'ECG. La mémoire de son histoire reste présente chez Tony Addy, pasteur retraité, à Linz en Autriche.

[21] Diverses interventions à Bruxelles sur l'emploi et la politique sociale sont relatées dans Win Burton, *The European Vision and the Churches. The legacy of Marc Lenders*, Genève, Globethics, 2015, p. 104 et pp. 228 ss. Le lien avec ECG et les syndicats européens est signalé dans Lucian Leustean, *The Ecumenical Movement & the Making of the European Community*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p.129.

[22] Comme délégué de la FEPS à cet organisme, j'ai soutenu en 1992 avec son Institut d'éthique sociale l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen à travers une brochure (FEPS 1992, vite oubliée après le refus du peuple !).

WEN a organisé plusieurs conférences successives après celle de Manchester, et d'abord en 1988 à Mülheim dans le bassin minier sinistré de la Ruhr[23]. Mon exposé proposa alors une critique des idéologies concernant la réalité du travail (efficience, prospérité, aide sociale, incantation et défense du passé, ou séduction de la mutation), qui écrasent à la fois le réel et les propositions chrétiennes de vigilance. Former les personnes à reprendre leur vie en mains, c'est ôter le poids de telles idéologies. Le groupe de discussion autour de mon exposé en est donc venu à conclure ainsi :

> Des mouvements populaires peuvent surgir au service de Dieu, collaborant avec Lui pour guérir les divisions et construire une plénitude. Leur point de départ est là où les marginalisés éprouvent de la douleur, et leur tâche est de communiquer cette douleur à d'autres dans le même corps… Ils offrent un contre-pouvoir à ceux que le pouvoir marginalise… Ils anticipent, à travers leurs actions, le bien commun pour lequel ils luttent… Les Églises doivent s'organiser de manière à être en contact avec ceux qui ressentent la douleur. (rapport cité, p. 104)

Cette orientation a poussé notre réseau à tenir des séminaires d'éthiciens et d'économistes plusieurs années de suite à l'Académie protestante de Mülheim/Ruhr, de 1992 à 1995, en quête d'une « humanisation du marché du travail », en accueillant des croyant·e·s engagé·e·s dans la vie sociale de l'Est européen désormais ouvert, mais frappé par la précarisation et le chômage[24]. Ces partenaires ressentaient déjà alors et ressentent encore dans leur économie l'impact écrasant des nouveaux investissements d'acteurs capitalistes occidentaux et globaux et la faiblesse des garanties sociales de la part de gouvernements de transition, qui ont mis du temps et restent lents à se doter des indispensables outils légaux de protection et d'humanisation. Ce volet social, que le « modèle européen » vantait volontiers, peinait d'ailleurs aussi à se maintenir à l'ouest face au néolibéralisme global : sa défense reste un enjeu aujourd'hui.

---

[23] Les lieux visités étaient chacun en crise. Voir les rapports (en/fr) publiés par la William Temple Foundation à Manchester : Mülheim/Ruhr en 1988, « Pauvretés et divisions sociales : des raisons d'agir » ; Monteforte/Naples en 1990, « La face cachée de 1992 » ; Ustroń/Silésie en 1992, « Les régions sous la loi du Marché ».

[24] Voir les exposés des journalistes Iwona et Tadeusz Sznajderski de Koszalin/Poméranie : « La globalisation en Pologne et dans d'autres pays d'Europe centrale » (en) et de l'économiste de Cluj/Transylvanie, Matei Furdek, « Quelques problèmes concernant la transformation de l'économie rurale en Roumanie ».

À nos yeux, il devenait vital de déployer, face aux acteurs des investissements, des mouvements sociaux porteurs de contre-propositions innovatrices et d'exigences écologiques et sociales, qui soient encouragés et soutenus par les Églises locales[25]. Négociations syndicales, réseaux d'entraide face au chômage, participation démocratique, création de circuits courts et de monnaies locales, promotion d'indicateurs économiques autres que le produit national brut, autant d'idées recueillies et évaluées en commun[26]. Ces travaux étaient l'occasion de relayer des informations sur des pratiques dont on n'entendait guère parler avant que naisse en 2001 le Forum social mondial, mais dont les milieux œcuméniques relayaient les nouvelles.

À la veille du « Jubilé » de l'an 2000, le COE s'est associé à ECG et WEN pour étudier ces alternatives à la mondialisation et une levée de la dette des pays pauvres, lors d'une conférence intitulée « The Globalizing Economy – New risks, new challenges, new alliances », tenue en 1998 à Malaga/Andalousie[27]. Le siège d'ECG avait alors été déplacé de Manchester à Prague, devenue lieu de travail de son responsable, le pasteur Tony Addy, qui reste aujourd'hui, comme retraité, lié aux services diaconaux de l'Est européen et à la faculté de théologie de cette ville[28]. Et c'est aussi à Prague que WEN a tenu en 2004 sa dernière conférence, après laquelle, faute de financements, il fallut successivement dissoudre WEN en 2005 puis ECG en 2009. Les ressources financières œcuméniques, largement américaines, avaient tari avec la crise financière de 2001.

---

[25] Divers exemples de ces interventions locales se trouvent dans la bibliographie de ma thèse, avec la liste des acteurs des Églises des divers pays. Hélas, ceux des Pays-Bas puis de Grande-Bretagne ont été fermés par leurs autorités ecclésiastiques une dizaine d'années plus tard.

[26] Les principales idées rassemblées ont fait l'objet d'une brochure par Aart van den Berg et Margaret Pickup, *Humanising the Economy, an 'ideas guide'*, Manchester, William Temple Foundation, 1997. Mais l'intention était dite dans l'exposé de Tony Addy et Marj Mayo à la conférence de 1992 en Pologne, « Global restructuring and the changing roles and potential of social movements », rapport *Regions under the Market*, pp. 23-38.

[27] Rapports de Tony Addy publiés à Genève par l'Unité III du COE (Justice, Paix, Création).

[28] Il est formateur pour Interdiac, organisme commun des services d'Églises d'Europe centrale (interdiac.eu), et membre du ReDi (voir note 1). Il a publié de nombreux travaux et collaboré comme pasteur réformé au projet « Convivialité » de la Fédération luthérienne mondiale à Genève.

9. La coordination des réponses au chômage dans le canton de Vaud

Dès 1992, la Suisse n'a pas été épargnée par une récession dure, et elle n'a plus pu la traiter comme en 1976 en ne réembauchant pas ses employés saisonniers : le chômage a explosé. Organiser l'accueil et le conseil aux demandeurs d'emploi est alors devenu une tâche urgente d'associations bénévoles, notamment paroissiales, car les administrations n'avaient pas encore créé les Offices dits de placement chargés de chercher des alternatives à la perte d'anciens emplois. Plusieurs bénévoles chrétiens ont alors choisi de s'investir dans le conseil à la recherche d'emplois, avec mon soutien comme pasteur local[29].

Dans ma région du Chablais vaudois, où le chômage a atteint jusqu'à 14% de la population active durant ces années, j'ai participé à la création de tels services, notamment « Le Pari », passé du bénévolat à une professionnalisation progressive, incluant des emplois temporaires subventionnés. Le chemin de l'emploi apparaît en effet comme « un pari » sur l'avenir, un acte de foi et d'espoir, dans une société qui a choisi de soumettre son économie aux relations salariales, mais en les laissant incontrôlées et incertaines. Cet engagement m'a permis d'acquérir une expérience de terrain et d'être mieux fondé à défendre des arguments éthiques dans les débats sur l'emploi portés par l'Institut d'éthique sociale de la FEPS.

Pour le canton de Vaud, une coordination des services bénévoles d'aide aux demandeurs d'emploi a été lancée par l'association protestante Église et monde du travail (EMDT), créée en 1985 pour promouvoir un service d'Église professionnel auprès des milieux employés et ouvriers. Elle a su réunir les acteurs de ces services et défendre leurs propositions dans le public et devant l'assemblée constituante vaudoise.

Or, il faut dire qu'entre 1989 et 1999, l'association ne disposait pas d'une personne rémunérée pour porter les charges requises de recherche, d'action et de réflexion : durant une dizaine d'années, elle fut seulement formée de bénévoles pasteurs et laïcs, aidés ensuite de mandataires temporaires. Car l'Église n'avait pas accepté ses demandes répétées de reprendre parmi ses aumôneries le poste perdu dont avait bénéficié le monde du travail vaudois depuis 1977 au sein du Centre social protestant. Entre 1977 et 1988, en effet, dans ce poste lié au

[29] Devenu pasteur du village d'Yvorne de 1987 à 2000, j'ai appris à connaître les conditions de l'emploi agricole, viticole et fromager, en plus de mes expériences urbaines vaudoises et genevoises (voir l'étape 10).

service pour immigrés du CSP La Fraternité, le pasteur Bernard Nicole avait développé une offre de formation et d'animation, avec une attention particulière à l'immigration et aux horaires et conditions de travail, notamment des vendeuses, jusqu'à son passage à une paroisse populaire de Lausanne[30]. Lui et moi avons mené à titre d'essai, en juin 1986, un séminaire pour des cadres d'entreprises sociales en période de conflit syndical, sous le titre : « Négocier jusqu'au conflit ? ». Le choix de l'entreprise accueillante était dû à sa qualification de chrétienne, et après ce séminaire, j'ai été invité à l'assemblée de ses collaborateurs et amis pour un exposé sur l'orientation d'une entreprise se disant chrétienne[31].

C'est au total sur une trentaine d'années que l'association EMDT a défendu le monde du travail, en particulier aussi lors de votations populaires aux côtés des syndicats et du mouvement ouvrier pour des initiatives fédérales ou cantonales : sur les 40 heures hebdomadaires, sur les jours fériés, les nuits et le dimanche sans travail, l'assurance-chômage ou les salaires minimaux. Mais nous avions commencé par défendre ensemble en 1981, sous la responsabilité des Centres sociaux protestants romands, l'initiative populaire « Être solidaires » pour les droits des immigrés (voir l'étape 4 ci-dessus).

La persévérance des représentants d'EMDT au sein de l'organe législatif de l'Église vaudoise, le Synode, a fini par faire adopter en 1996 un projet temporaire chargé de suivre les actions contre le chômage, puis en 1999 la création de postes de solidarité ouverts localement aux problèmes du travail. Le projet temporaire « Carrefour Travail » 1998-2000 comportait deux demi-postes : celui de réflexion et négociation m'a été confié, tandis qu'une enseignante, Anne-Claude Laurent, a reçu celui destiné à renforcer les services de proximité aux chômeurs. Les forces regroupées ont permis de mobiliser les rédacteurs de la nouvelle Constitution cantonale et de rendre non remboursable l'assistance aux chômeurs en fin de droits[32]. Une de nos publications a

---

[30] Les documents personnels de Bernard Nicole, en-dehors de ceux de son poste au CSP, sont déposés avec ceux d'Église et monde du travail aux Archives cantonales vaudoises. Il s'était formé en 1974 à Paris avec la Mission populaire évangélique de France (évoquée à l'étape 6), liée à la Mission dans l'industrie de la région parisienne.

[31] Jean-Pierre Thévenaz, « L'orientation chrétienne d'une institution : qui la donne ? qui la reçoit ? comment ? », *Pages romandes de l'ASA*, 1986.

[32] Les Archives cantonales vaudoises ont reçu tous les documents de ce projet dans le fonds Église et monde du travail, à l'exception de ce qui relève des décisions synodales et exécutives.

aussi incité l'Entraide protestante (EPER) à Lausanne à créer avec EMDT le service des chèques-emploi dont nous avions proposé la création pour assurer le personnel de maison.

C'est sur ces années que la FEPS et les évêques ont mené leur Consultation œcuménique sur l'avenir économique et social de la Suisse : pour formuler une contribution, le Carrefour Travail a suscité un dialogue entre acteurs syndicaux et patronaux vaudois sur les enjeux actuels. Du dialogue national est issu en 2001 un message œcuménique des Églises suisses incluant un chapitre sur le travail[33].

L'Église réformée vaudoise, en s'organisant en régions dès 2000, a créé des postes dits « de solidarité », postes d'écoute et de conseil désormais fixes, et libres de choisir localement de s'attacher aux situations de travail ou à d'autres difficultés sociales. L'accent sur le travail fut choisi par la région de Lausanne, avec le pasteur Pierre Farron[34], et par celle de Vevey-Montreux, qui m'a confié un poste entre l'an 2000 et ma retraite en 2006. Dès 2010, le demi-poste de Lausanne et son collègue catholique ont été intégrés dans la Pastorale œcuménique dans le monde du travail, basée sur le soutien constitutionnel de l'État aux Églises.

Nos collègues de Genève, le Ministère dans le monde du travail (MPMT) et celui auprès des apprentis et jeunes travailleurs (MAJTR), ont fini par se réunir sous le nom « Évangile et Travail », employant jusqu'à leurs retraites respectives le pasteur Christian Garin (MPMT) et la diacre Françoise Bourquin-Gallina (MAJTR). Son action s'est centrée sur un projet particulier de mission urbaine : l'accueil d'immigrés précaires et leur formation linguistique élémentaire près de la gare Cornavin au temple des Pâquis[35].

10. L'Église dans la société et la défense de la qualité du travail

La responsabilité des Églises implique d'apprendre à réagir préventivement pour ne pas laisser la société imposer des conditions destructrices sur la vie des personnes fragiles et sur leurs relations sociales. Ainsi face aux clauses parfois dures des lois sur le travail, lors de leur révision périodique : que l'avis des Églises soit demandé

---

[33] FEPS et Conférence des Évêques, « L'avenir ensemble », 2001.

[34] Pierre Farron, *Dis, pourquoi tu travailles ?*, Lausanne, Ouverture, 2013.

[35] L'Espace solidaire Pâquis a été créé à titre d'œuvre sociale subventionnée, mais l'Église a engagé un de ses pasteurs ou diacres à mi-temps pour lui apporter sa contribution.

comme en Suisse (par la procédure de consultation) ou qu'il soit simplement écouté (voire entendu comme en Allemagne ou en Suède) ! Ce sont notamment les horaires maximaux de travail et les congés qui ont dû être défendus dès les années 1990 : pour permettre aux employé·e·s de protéger leur santé physique et sociale, seule la loi peut écarter la contrainte d'aller travailler, en bloquant les heures de sommeil et les heures du dimanche. L'Institut d'éthique sociale de la FEPS est intervenu en porte-parole pour protéger des employé·e·s par une argumentation éthique et politique, et j'ai apporté ma contribution tant en Suisse que lors de séminaires organisés par les Églises à Bruxelles avec des fonctionnaires et des parlementaires de l'Union européenne, en présence de représentants des organismes syndicaux et patronaux européens.

Défendre les besoins sociaux des travailleurs et travailleuses relève en effet de la mission éthique des Églises, contre les tendances de plus en plus fortes à restreindre leurs droits précaires, ce qui est à nos yeux – on doit le dire – une pression morale contraire aux promesses évangéliques que portent les Églises. De telles interventions ont souvent été conjointes avec celles des organisations syndicales, notamment pour défendre le dimanche. En Europe comme en Suisse, les syndicats font partie de « l'Alliance pour le dimanche » qui réunit protestants, orthodoxes et catholiques, la Conférence des Églises d'Europe (CEC), la Commission des Évêchés catholiques de l'Union européenne (COMECE), pour faire entendre dans l'Union européenne les positions éthiques chrétiennes sur le congé dominical, hélas avec un succès très inégal. En Suisse, la modification de la loi peut être soumise au vote populaire, et la Pastorale œcuménique y a contribué[36].

Mon expérience de terrain reposait sur une structure d'accueil pour les personnes précaires appelée L'Étape, à Vevey, lieu œcuménique ouvert d'action sociale, et sur des contacts avec des acteurs économiques de ma région. Elle m'a conduit à organiser une journée romande de travail à Payerne (Vaud) sur les salaires des divers types d'emplois, industriels, hospitaliers et paysans, sous l'égide de la Communauté de travail réformée suisse pour l'Église et le monde

[36] La campagne de votation est encore reflétée à ce jour par la page vaudoise https://mondedutravail.eerv.ch/319. Les Alliances pour le dimanche ont leurs sites, suisse alliance-dimanche.ch et européen europeansundayalliance.eu. Une intervention politique de la FEPS a visé en outre des exceptions au congé du dimanche prévues dans une des Ordonnances d'application de la Loi fédérale sur le travail.

du travail en 2004. Il s'agissait d'éclairer comparativement les conditions de rémunération d'employés dans l'industrie, le service hospitalier et l'agriculture, en particulier la production de tabac de la Broye vaudoise, victime (patrons comme employés !) des exigences de bas prix des fabricants de cigarettes. Il s'agissait pour moi aussi d'accompagner des petits paysans contraints d'embaucher, pour leurs alpages fromagers du Pays-d'Enhaut par exemple, une main-d'œuvre dont le séjour n'était pas autorisé, par manque d'attention des autorités fédérales aux conditions effectives du travail.

L'accompagnement des personnes plus précaires consistait à les écouter et à faire avec elles des démarches – directes ou écrites – auprès de bureaux ou d'organismes auxquels ils n'accéderaient pas sans l'aide d'une personne disposée à téléphoner ou à s'y rendre avec eux, et pas seulement à écrire en leur nom. Les bureaux professionnels d'aide sociale, le Centre social protestant et son équivalent catholique Caritas, étaient alors trop loin de ma région pour pouvoir jouer ce rôle, et leurs assistants sociaux n'ont en général pas le temps de se déplacer avec la personne là où elle craint d'aller seule. Donner courage exige d'y consacrer ce temps-là, et cela relève à mes yeux de notre responsabilité chrétienne envers les personnes fragilisées. C'est ce que j'ai appelé « L'éthique dans la diaconie : aux coupables le pardon » lors d'un exposé à Berne pour le dernier symposium de l'Institut d'éthique sociale[37].

11. Les Forums romands pour un travail digne

Ayant repris à ma retraite la présidence de l'association Église et monde du travail, j'ai d'abord appuyé la création des postes œcuméniques mentionnés plus haut. D'autre part, il nous a paru indispensable d'organiser un espace de dialogue donnant périodiquement la parole à des personnes touchées dans leurs emplois : des rencontres annuelles ouvertes, portées en commun par divers acteurs catholiques et protestants qui sont à leur écoute toute l'année comme bénévoles ou professionnels. C'est ainsi qu'a été lancé dès 2010 le Forum œcuménique romand Monde du travail qui, depuis dix ans, réunit 50 à 70 personnes concernées autour de thèmes jugés essentiels par nos services : le vécu des évaluations professionnelles, les relations au travail, la

[37] Publié dans *Associer les valeurs à la pratique. Vers une éthique pragmatique au sein des institutions*, Berne, FEPS, 2004, pp. 27-32.

gouvernance, la rémunération, l'aspect du sens et l'autonomie au travail, la gestion des crises, etc.

Avec les collègues de ces services, je viens de résumer les acquis méthodiques de ces dix ans sous le titre « Expériences et enjeux au travail »[38]. Chaque Forum a offert une approche consistant à : 1) entendre les inquiétudes vécues, 2) comprendre les ressorts psychologiques, 3) relever les enjeux salutaires, 4) dégager les mécanismes structurels, 5) engager une productivité partagée, 6) enraciner des choix pratiques, 7) fortifier les valeurs personnelles, 8) relier les opérations collectives.

Ce même regard critique sur l'emploi a pu être partagé au plan européen avec les acteurs de services similaires réunis par la Conférence des Églises d'Europe dans son nouveau réseau de réflexion éthique *Church Action on Labour and Life* (Action d'Églises sur Travail et Vie). Un de ses groupes a établi en 2011 une définition en dix points d'un « travail digne », discutée en détail sur la base d'un premier jet qui avait été lancé en Finlande dans les années 1990 puis repris notamment dans des animations en Allemagne[39].

12. L'association « Chrétiens au travail » et la présence sur les réseaux sociaux

Notre association vaudoise EMDT, après ses 30 ans, a voulu en 2016 changer de nom puisqu'elle avait finalement obtenu l'engagement des deux Églises du canton pour une Pastorale œcuménique dans le monde du travail. Laïque et bénévole, elle s'est voulue œcuménique en devenant « Chrétiens au travail », et elle anime régulièrement une page « Dignité au travail » sur le réseau social Facebook, afin de répercuter dans le public les situations de crise ou les luttes à soutenir. Elle s'efforce surtout d'entendre, lors de soirées publiques, des personnes décrivant leur engagement professionnel et une crise qu'il traverse ; et elle décide ensuite comment leur exprimer son soutien par une publication, une démarche politique ou sur les réseaux sociaux. Parole a ainsi été donnée à des agriculteurs, des journalistes, des soignant·e·s à domicile, des enseignant·e·s de musique, etc. Son comité

[38] « Expériences et enjeux au travail. Mieux parler de notre vécu professionnel », à télécharger sur chretiensautravail.ch ou sur eglisetravail.ch.

[39] « Hier arbeitet ein Mensch » (« Quelqu'un travaille ici »), slogan diffusé par les postes du *Kirchlicher Dienst in der Arbeitswelt* entre 1995 et 2005 avec les dix qualités d'un « bon travail » *(Gute Arbeit, Good work, Travail digne)*.

avait défini en 2016 ses critères et objectifs prioritaires pour l'évolution requise des pratiques économiques :

1. La reconnaissance de chaque personne et de ses qualifications,
   le respect d'autrui, horizontal et non hiérarchique,
   l'écoute réciproque et le service aux collègues,
   la disponibilité pour servir dans des commissions du personnel ;
2. Un regard ouvert et critique sur l'entreprise,
   une capacité de discuter en son sein,
   l'égalité de traitement à l'intérieur de l'équipe de collaborateurs,
   la juste compensation des efforts et des horaires irréguliers
   sur la base d'une convention entre partenaires sociaux ;
3. La demande d'une adhésion de l'entreprise
   aux règles fixées par des négociations collectives,
   d'une organisation réfléchie du travail et des formations,
   d'une attention à sa région,
   et d'une orientation vers les plus faibles
   pour contribuer à leur intégration ;
4. Le souci des conséquences sociales et familiales des dérégulations,
   une responsabilité partagée, raisonnable et globale dans la gestion
   des ressources et des déchets,
   et l'acceptation de Valeurs éthiques venant d'une Autorité au-dessus
   de l'économie ;
5. Le recours à la responsabilité démocratiquement contrôlée de l'État,
   l'adoption de règles communes et la résistance aux injustices,
   l'offre inconditionnelle de chances à toutes et tous.

Ainsi a été résumée la pensée économique et sociale, fondée sur la foi, l'espérance et l'amour, et concrétisée au long des douze étapes décrites ici par une génération chrétienne engagée avec persévérance, notamment dans des associations œcuméniques dont on aura vu les diverses phases d'action et leurs traces dans le paysage social vaudois et romand.